

DECISION N° 11.25.231

**Objet : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE LUCIE AUBRAC AU PROFIT DE L'ASSOCIATION JAZZ AU FIL DE L'OISE**

**Le Maire de la Ville de Montmorency,**

VU les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n° 4 du Conseil Municipal en date du 30 juin 2022 modifiant la délibération n°1 du 16 juillet 2020 (5°) portant délégation au Maire des pouvoirs dans la limite des prescriptions contenues dans l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que l'association « JAZZ AU FIL DE L'OISE » a sollicité une mise à disposition de la salle Lucie Aubrac pour y organiser une répétition et un enregistrement vidéo.

**DÉCIDE**

- ARTICLE 1** De signer une convention de mise à disposition de la salle Lucie Aubrac avec l'association « JAZZ AU FIL DE L'OISE », représentée par Mme Alexandra WISNIEWSKI, Présidente, domiciliée au 24 bis Rue du Brûloir – 95000 Cergy, pour une répétition et un enregistrement vidéo
- ARTICLE 2** La convention est conclue pour une mise à disposition de  
*La salle Lucie Aubrac* le dimanche 16 novembre et lundi 17 novembre 2025 de 10h à 18h
- ARTICLE 3** Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.
- ARTICLE 4** Les autres clauses et conditions sont énoncées dans la convention afférente à la présente décision.
- ARTICLE 5** La présente décision sera transmise à Monsieur le Sous-préfet de Sarcelles et transcrite sur le registre des délibérations du Conseil Municipal.

Montmorency le 10/11/2025

**Maxime THORY**  
Maire



Transmise en S/Pref. le : 12 NOV. 2025  
Publiée le : 12 NOV. 2025  
Affichée le :  
Certifiée exécutoire par le Maire,  
Montmorency le



Pour le maire  
et par délégation,  
Le D.G.A.S.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la date exécutoire. Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du Maire, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :  
- à compter de la notification de la réponse ;  
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Ville pendant ce délai.